

ALGERIE: *la lassitude du peuple* *empêchera-t-elle la guerre civile ?*

NOS lecteurs comprendront que nous ne tentions pas aujourd'hui de résumer les péripéties de la crise algérienne pendant le mois d'août, ni même de faire le point de la situation présente. Celle-ci est trop inextricable et trop mouvante pour qu'une telle tentative ne soit pas complètement vaine : chaque jour modifie les données et ce que nous pourrions écrire aujourd'hui, si nous prétendions suivre de près les événements, risque de n'avoir plus de sens dans quelques jours.

Il n'est pas impossible cependant de dégager quelques traits essentiels.

Une remarque s'impose tout d'abord. Quelles que soient les responsabilités des dirigeants nationalistes algériens — et nous ne songeons pas à les atténuer — nous ne devons pas oublier celles de la France. La guerre, prolongée pendant sept ans, a eu pour effet de faire disparaître un grand nombre d'hommes qui auraient constitué les cadres d'une Algérie indépendante ; ou encore elle a contraint les dirigeants de la rébellion à vivre plus ou moins séparés les uns des autres et coupés de leur pays. Ceux qui en France avaient charge de régler l'affaire algérienne ont, jusqu'au dernier moment, cru qu'il était de haute politique d'exploiter les divisions entre les hommes et les groupes du F.L.N. ou du G.P.R.A. Enfin les attermoissements gaullistes et de nombreuses complicités de l'administration française ont permis dans les derniers mois que l'O.A.S. exerce les ravages que l'on sait. Dans le domaine de la responsabilité politique, notre « dégagement » est une impossibilité.

Cela dit, quelles sont aujourd'hui nos principales raisons d'inquiétude sur l'avenir algérien ?

Qu'une fois la lutte armée terminée et l'indépendance conquise des divisions aient éclaté, que l'unité si nécessaire pendant la guerre n'ait pas été maintenue dans les premiers temps de la paix, c'est sans doute fort regrettable, mais ce n'est pas pour nous surprendre. Nous savons bien qu'une lutte

d'émancipation chez un peuple colonisé crée une cohésion qui repose uniquement sur l'hostilité au colonisateur et qui étouffe provisoirement les divergences politiques et les conflits de classe.

Nous ne sommes donc ni surpris, ni déconcertés, ni trop inquiets que ceux-ci aient brusquement éclaté dès le lendemain de l'indépendance. Mais précisément ce qui est grave à nos yeux c'est que, pour nous, comme manifestement pour la masse du peuple algérien, il est impossible de trouver aux querelles entre les différents clans des explications politiques claires.

La guerre des communiqués, des proclamations et des conférences de presse ne permet à personne de cerner les raisons des désaccords.

Chacun déclare accepter les accords d'Evian.

Chacun dénonce les risques de « néo-colonialisme », sans d'ailleurs bien préciser de quoi il s'agit.

Chacun, même les chefs de wilayas, affirme accepter la reconversion de l'armée.

Chacun parle de la nécessité de la réforme agraire.

Et aussi, les uns et les autres s'accusent d'avoir recours aux méthodes dictatoriales et de vouloir monopoliser le pouvoir.

L'autre raison d'inquiétude est qu'on n'aperçoit aucune force qui semble présentement en état de s'imposer aux autres après une crise plus ou moins longue et plus ou moins violente. Ni un homme d'une popularité à peu près incontestée comme celle de Bourguiba en Tunisie, ni un groupe politique cohérent. Ni même l'armée car, et c'est le plus grave, il n'y a pas une armée, mais des armées.

On ne voit pas davantage quelle procédure de compromis ou d'arbitrage pourrait être envisagée. Recours au C.N.R.A. réclamé tantôt par les uns, tantôt par les autres, refusé par ceux-ci, puis par ceux-là ? Il est très probable que cet organisme n'a plus autorité ni valeur représentative. Recours aux

élections le plus tôt possible ? Sans doute. Mais justement, avec le système des listes uniques, une bataille s'engage à propos de la constitution de ces listes, chacun redoutant que les autres ne s'assurent la prépondérance au sein de la future assemblée.

C'est dire que, dans les conditions actuelles, il est bien difficile de prévoir une issue. Le seul élément d'optimisme est sans doute qu'il y a peu de risque de voir l'ensemble de la population, lasse des sept années qu'elle vient de vivre, se jeter dans une guerre civile et s'engager à fond derrière tel ou tel groupe. Il y a un profond désir de paix et de stabilité pour affronter enfin les problèmes réels de

l'Algérie indépendante. Beaucoup ont conscience des graves effets d'un prolongement de la crise, que soulignait l'U.G.T.A. dans une déclaration du 29 août :

« A la fin du deuxième mois de l'indépendance, la situation politique continue à stagner dans l'impuissance, la confusion et le désordre. La crise que nous traversons est mortelle pour le pays. L'activité économique est nulle, notre crédit à l'étranger gravement compromis. Le capital de prestige amassé ces sept années de guerre s'effrite chaque jour un peu plus. »

Pierre Luquet.